

Annexe à l'Initiative Citoyenne Européenne :

La solution rapide, équitable et efficace au changement du climat

Selon le dernier rapport du GIEC, les émissions mondiales de CO2 doivent être diminuées de moitié en 2030 et la société neutre en carbone doit être atteinte en 2050 pour éviter un changement climatique catastrophique. Avec cette Initiative Citoyenne Européenne, nous voulons démontrer qu'il existe un large soutien au sein de la population Européenne pour la Contribution et le Dividende Carbone. La solution est conçue pour impacter les émissions de l'UE selon les objectifs de l'Accord de Paris. Cela aura un effet neutre à positif sur l'économie de l'UE. Cette politique bénéficie d'un soutien significatif de la part des scientifiques, des économistes, des ONG, de l'industrie et des citoyens de l'UE.

Sommaire :

- [Contribution et Dividende Carbone](#)
- [Bénéfices](#)
- [1 La Contribution Carbone](#)
- [2 Le Dividende](#)
- [3 L'Ajustement Carbone Frontalier](#)
- [Soutiens](#)
- [Références](#)

Contribution et Dividende Carbone

La taxe sur le carbone avec dividende est composé de 3 parties :



La Contribution Carbone

Cette politique consiste à placer un prélèvement sur les combustibles fossiles comme le charbon, le pétrole et le gaz. Elle commence à un niveau bas et augmente régulièrement au cours du temps. Cela réduira la pollution carbonique parce que les entreprises, les industries, le secteur public et les consommateurs vont se tourner vers des options plus propres et moins chères.



Le Dividende Carbone

L'argent collecté via la Contribution Carbone est restitué chaque mois aux citoyens pour qu'ils le dépensent comme ils le souhaitent. Les coûts administratifs du programme sont prélevés sur les contributions collectées. Les gouvernements ne retiennent aucune partie de l'argent de la Contribution Carbone.



L'Ajustement Carbone Frontalier

Les ajustements carbone frontaliers protègent les fabricants et les emplois de l'UE de la concurrence internationale déloyale non impactée par un prix du carbone. Les marchandises importées paieront un Ajustement Carbone à la frontière et les marchandises exportées depuis l'UE recevront un remboursement selon cette politique.

Les bénéfices de la Contribution et du Dividende Carbone

Une réponse au changement climatique..

Une contribution carbone est le moyen le plus efficace de réduire les émissions de CO₂ (IPCC, 2015). N'importe quelle autre politique sera plus coûteuse pour obtenir la même réduction.

Les familles reçoivent de l'argent.

La plupart des familles à revenu bas et moyen vont voir augmenter leurs revenus. Les gens sont libres de dépenser les dividendes qu'ils reçoivent comme ils le veulent.

Des emplois sont créés.

Il a été démontré que les revenus recyclés créent des emplois dans les communautés locales et dans les travaux liés à l'énergie propre, tels que l'efficacité énergétique et le secteur des énergies renouvelables (REMI 2014).

Un environnement plus sain.

La réduction des émissions de carbone et de la pollution atmosphérique conduira à une meilleure qualité de l'air. De nombreuses vies seront sauvées et les problèmes de santé évités.

Possibilité d'économies supplémentaires.

Comme d'autres politiques gouvernementales s'alignent, il y aura des opportunités pour faire des économies en retirant les régulations et les subventions non nécessaires.

Récompense pour les décisions environnementales positives.

Chacun a une incitation à prendre en compte l'efficacité énergétique et à réduire l'empreinte carbone. Ceci est vrai pour les individus, les familles, les entreprises, l'industrie et le secteur public.

Incitation à l'investissement de l'UE dans l'innovation

Avec le temps, la confiance dans le signal donné par la Contribution Carbone augmentera aussi considérablement les investissements verts, accélérant le développement et la commercialisation à grande échelle des éco-technologies à faibles émissions de carbone.

Encourage l'adoption mondiale.

La simplicité et la transparence de la politique, combinées à l'Ajustement Carbone Frontalier, encourage les autres pays à adopter une politique similaire, rendant la planète vivable.

1 La Contribution Carbone



La contribution carbone est basée sur le principe économique selon lequel si vous voulez moins de quelque chose, vous augmentez le prix.

Établir un prix qui augmente régulièrement sur toute pollution au CO2 instaure une pression économique équivalente sur chaque tonne. En tant que mécanisme de marché, cela incite l'économie à

éliminer d'abord la tonne la plus rentable. Au fur et à mesure que le prix augmente, ce processus se poursuit jusqu'à ce que toutes les émissions de CO2 possibles soient éliminées.

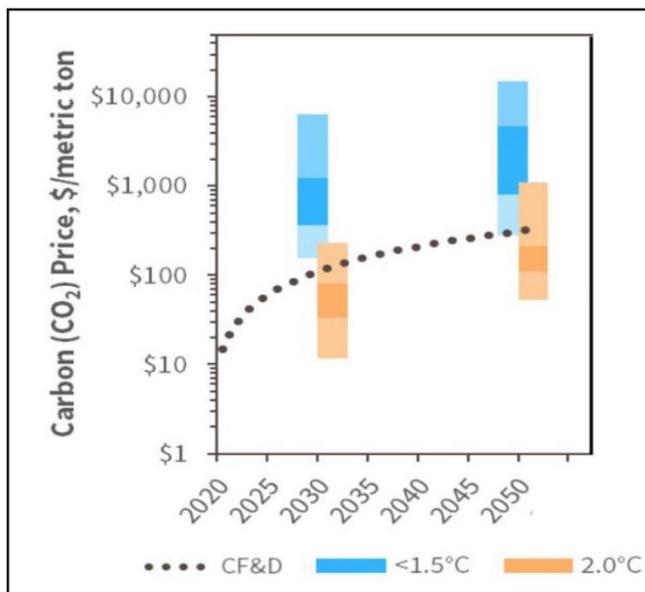
La contribution commence à un bas niveau afin d'éviter un choc à l'économie et elle augmente d'une manière régulière et prédictible. Cela permet aux entreprises et à l'industrie de prendre des décisions informées en matière d'énergie, comme l'efficacité énergétique, les investissements à long terme et l'innovation. L'économie reçoit un encouragement initial et un signal clair pour le futur. Tous les acteurs de l'économie (industrie, entreprises, secteur public, familles et individus) sont motivés pour adopter des approches plus propres fondées sur les bénéfices financiers

Le point le plus efficace en termes de coûts pour prélever la contribution est en amont, dès que l'énergie fossile entre dans l'économie, au point d'extraction ou au port d'entrée. Ceci parce qu'il y a relativement peu de points à contrôler, avec des processus mis en place et des ressources pour prélever la contribution. Les effets de l'augmentation du coût en amont va se propager à travers la chaîne économique, impactant toute activité qui dépend, directement ou indirectement, des énergies fossiles.

Les instruments économiques comme les taxes carbone sont intéressants à cause de leur simplicité et de leur couverture large de toutes les technologies et de toutes les énergies. Cela suscite donc une combinaison de changements qui minimisent les coûts pour les apports dans la production et les technologies et dans le changement de comportement tel qu'il est manifesté par les choix de consommation et les styles de vie. C'est la raison pour laquelle ils ont le potentiel d'être plus efficaces que la régulation directe de la technologie, des produits ou des comportements. Pour minimiser les coûts administratifs, une taxe carbone peut être prélevée « en amont » (au point de production ou d'entrée dans le pays). Finalement, (...), une taxe peut se servir des systèmes de collecte de revenus qui existent déjà. (IPCC 2015)

Evolution des prix

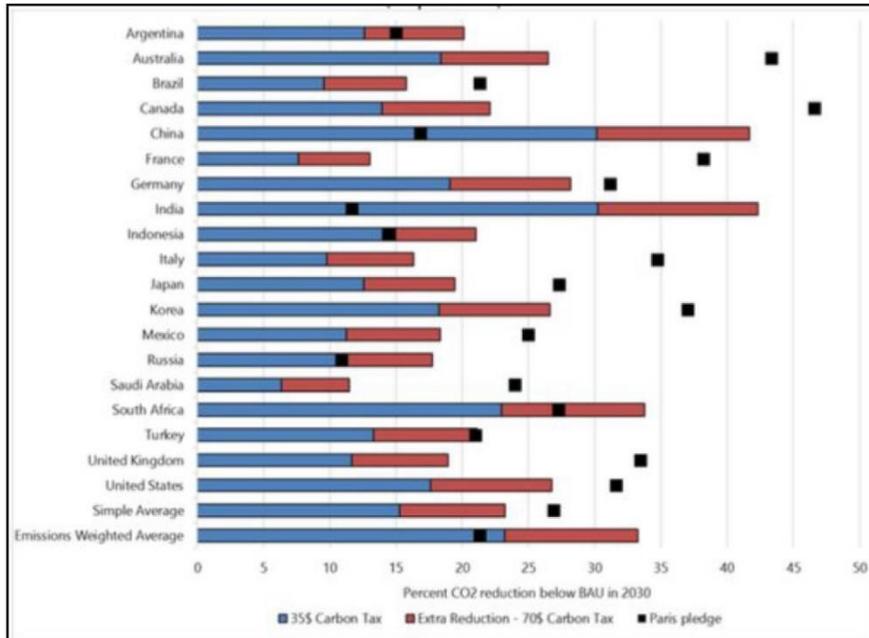
Les niveaux choisis de la Contribution Carbone sont essentiels pour l'efficacité de la politique et la



possibilité pour la société de s'adapter. Plus tôt la politique sera mise en œuvre, plus l'augmentation des prix pourra être graduelle. En commençant en 2019 à 15 € par tonne et en augmentant de 10 € par tonne chaque année, cela ajouterait trois centimes au prix d'un litre d'essence la première année et deux centimes chaque année suivante, ce qui permettrait d'atteindre les objectifs de Paris.

Ce graphique résume les dernières conclusions sur la tarification du carbone (IPCC, 2015). Il montre les prix du carbone nécessaires pour maintenir l'augmentation moyenne de la température mondiale en dessous de 2°C et 1,5°C. Les niveaux de prix proposés correspondent à ces objectifs.

Il est fondé sur 21 modèles économiques, selon 67 scénarios différents, faisant varier les hypothèses sur la technologie et l'économie pour projeter la température. Résultats pour 2°C = barres orangées. Pour 1,5°C = barres bleues. Les sections FONCÉES indiquent la MOITIÉ médiane de tous les résultats.



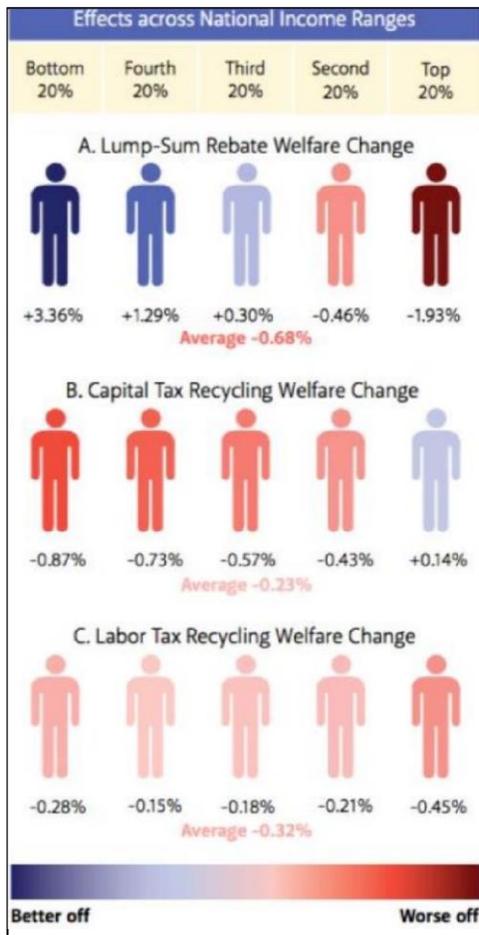
Les modèles pour les pays du G20 (IMF 2018) montrent la réduction en pourcentage des émissions de CO2 en 2030 avec une taxe carbone en progression. Bleu \$35, rouge \$70, le point noir représente l'engagement de Paris. Selon la tarification suggérée pour la Contribution et le Dividende Carbone, le prix augmenterait à environ \$120 en 2030, ce qui est en accord avec ce qui est nécessaire selon les engagements des pays de l'UE à Paris.

Le, "Greenhouse Gas Pollution Pricing Act", canadien commence à CAD 20 et augmente de CAD 10 par an (Canada Justice Department 2018). Aux États-Unis, le «Energy Innovation and Carbon Dividend Act» propose une croissance de prix de \$ 10 (U.S. Congress, 2019). Le projet de loi prévoit la possibilité d'augmenter le prix plus fortement si les objectifs d'émission ne sont pas atteints. On estime que ce projet de loi va produire une réduction d'émission d'au moins 40 % en l'espace de 12 ans. La plupart des sources fiables soutiennent une évolution des prix similaire à une augmentation de 10 € par tonne et par an.

2 Le Dividende



Le dividende vise à maintenir l'équilibre de l'économie, à protéger les personnes vulnérables et à assurer le soutien public à long terme nécessaire pour répondre aux changements climatiques. Tandis que le coût de la pollution augmente avec la contribution, redistribuer tout l'argent directement aux citoyens signifie que des produits et des services soient disponibles dans l'économie à un prix abordable.



Les revenus de la contribution peuvent être partagés en parts égales, une part par adulte et une demi-part par enfant, jusqu'à deux enfants par famille. Ce dividende est remis aux ménages sous la forme d'un paiement mensuel améliorant les revenus de la plupart des familles. L'augmentation des coûts de l'énergie par la tarification du carbone à elle seule tend à être régressive, frappant plus durement les personnes les plus vulnérables de la société. Recycler l'argent d'une manière égale et équitable pour tous les citoyens protège davantage les familles pauvres et de classe moyenne et assure que les retraités et les personnes sans emploi en bénéficient également. En général, les personnes les plus riches dont le mode de vie continue d'avoir une plus grande empreinte carbone seraient les perdants. Le graphique est utile pour visualiser l'impact sur les quintiles de revenu, en comparant différentes formes de recyclage des revenus.

En 2008, la Colombie Britannique, au Canada, s'est engagée dans une Taxe Carbone avec un recyclage de revenus. Bien que cela ait été une politique initialement difficile à vendre, environ 65 % du public a finalement soutenu l'augmentation de taxe. (OECD, 2013). On estime que la communication avec le public concernant l'objectif de la taxe et l'engagement à reverser 100 % du revenu au public ont été des facteurs importants pour le soutien du public.

3 L'Ajustement Carbone Frontalier



L'Ajustement Carbone Frontalier est destiné à prendre en charge deux défis majeurs : protéger l'industrie de l'UE de la concurrence injuste et promouvoir une adoption plus large d'une tarification efficace du carbone.

Lorsque les échanges commerciaux se font avec des régions dont le prix du carbone est inférieur ou nul, les marchandises importées sont soumises à une taxe d'Ajustement Carbone basée sur leur empreinte carbone, et les marchandises exportées depuis l'UE reçoivent un remboursement. Cela crée un marché international équitable et prévient le déplacement de l'industrie vers des pays plus polluants, connu sous le nom de «leakage.» Les sociétés Européennes peuvent alors entrer à un niveau égal dans le jeu de leurs concurrents internationaux.

Il est possible de limiter les coûts d'implémentation en réduisant l'étendue de l'Ajustement Carbone Frontalier à des biens classés EITE, Energy Intensive and Trade Exposed (Consommateurs d'Énergie et Exposés au Marché), (par exemple l'acier, le béton, le papier, les céramiques et des produits chimiques comme les engrais). Cela réduit la quantité de biens à devoir contrôler.

Les Ajustements Carbone Frontaliers sont compatibles avec les règles de l'OMC en vertu des articles II.2 et III.2 du GATT (The German Marshall Fund of the United States, 2013). Il est en outre établi en principe en vertu des alinéas b) et g) de l'article XX du GATT, comme on le voit dans le Protocole de Montréal concernant la réduction de la couche d'ozone. Cette jurisprudence a confirmé que les règles de l'OMC ne prévalent pas sur l'environnement. Pour obtenir une légitimité de facto, une adoption concertée par les principaux acteurs est préférable.

L'AFC crée un levier économique qui favorise l'adoption d'une politique plus large de tarification du carbone compatible. Les partenaires commerciaux sont incités à adopter une tarification du carbone équivalente afin de conserver les revenus de la tarification du carbone dans leur propre économie.

Résolution du problème global



Le changement climatique ne peut pas être résolu par l'UE toute seule. Chaque région de l'économie globale qui applique un tarif carbone de manière consistante et applique un Ajustement Carbone Frontalier augmente le levier économique qui accélère l'adoption globale de la tarification du carbone.

Les USA, l'UE et la Chine, ensemble, représentent 50 % du marché mondial. Si deux d'entre eux adoptent l'Ajustement Carbone Frontalier, la politique va probablement gagner de la légitimité de facto, en plus de sa justification légale. Le *Energy Innovation and Carbon Dividend Act* des États-Unis inclut déjà un Ajustement Carbone Frontalier.

Plus de 50 % des émissions de gaz à effet de serre viennent de pays classés par la Banque Mondiale ou la Transparence Internationale comme ayant des gouvernements faibles et/ou corrompus. Pour que ces pays soient influencés avec succès à pratiquer une tarification carbone, ils ont besoin d'un plan de tarification carbone qui résiste à la corruption et qui soit facile à implémenter.

La simplicité et la transparence de la Contribution et du Dividende Carbone les rendent faciles à mettre à leur échelle et difficiles à corrompre. Ils peuvent être déployés en six à douze mois, nécessitent une quantité minimale de nouvelle infrastructure gouvernementale et peuvent être placés sous contrôle extérieur (OECD 2013). En adoptant et en faisant la promotion de la Contribution et du Dividende Carbone comme solution clé au changement climatique et en encourageant l'implantation d'une tarification carbone grâce à l'Ajustement Carbone Frontalier, l'UE peut contribuer au processus global de décarbonisation.

Les soutiens à la Contribution et au Dividende Carbone

**CLIMATE
LEADERSHIP
COUNCIL**

Plus de 3400 économistes ont signé une déclaration sur les Dividendes Carbone en 2019 (Climate Leadership Council 2019).

Cette déclaration soutient spécifiquement l'ensemble des trois éléments de la politique : la contribution, le dividende et l'ajustement carbone frontalier.

Parmi les marques reconnues qui soutiennent cette politique, on trouve :



En plus des économistes et des marques ci-dessus, le Lobby des Citoyens pour le Climat a collecté des soutiens pour la Contribution et le Dividende Carbone de la part d'un éventail d'organisations qui représente la société sous toutes ses formes les plus diverses.

Le Lobby Citoyen pour le Climat rassemble plus de 100 000 membres et plus de 1250 soutiens pour la Contribution et le Dividende Carbone.



Citizens' Climate Lobby

673 Entreprises
141 Cultes
200 Gouvernement (p. ex. États, villes)
134 Monde académique
6 Syndicats de travailleurs
7 Sécurité nationale
174 Organismes à but non lucratif (ONG)
31 Médias

Voici quelques résumés et citations de haut niveau provenant de sources mondiales et Européennes :



“Carbon Pricing should be **primary policy**”

“Carbon Pricing and coverage are inadequate” - Ian Parry



“Member States should introduce policies: E.g. Carbon Price or Tax in addition to ETS”

“ETS needs to hit \$30, \$40, \$50 ... and for carbon capture and sequestration: \$80, \$90 ...” - Ian Duncan
Lead lawmaker ETS reform 2020



Originally the Carbon Disclosure Project



“2018: 7,000 companies, 50% global market cap, reported”



“A well designed Carbon Price is an **essential** part of a strategy for reducing emissions in an **efficient** way.”

La Carbon Pricing Leadership Coalition comprend les pays Européens suivants :

- | | | | |
|----------|-----------|----------|-------------|
| Belgique | Allemagne | Portugal | Royaume-Uni |
| Danemark | Italie | Espagne | |
| Finlande | Pays-Bas | Suède | |
| France | Norvège | Suisse | |

Vidéos d'explication

Carbon Pricing Leadership Coalition (3 minutes)



<https://www.youtube.com/watch?v=5fvbD0Ev7eU&feature=youtu.be>

Lobby Citoyen pour le Climat: Policy and Citizen voices (2 minutes)



<https://www.youtube.com/watch?v=9oyguP4nLv0>

Références

Canada Justice Department. (2018, October 19). Greenhouse Gas Pollution Pricing Act.

Extrait de <https://laws-lois.justice.gc.ca/eng/acts/G-11.55/FullText.html>

Climate Leadership Council. (2019, January 17). Economists' Statement on Carbon Dividends. *Wall Street Journal*. Extrait de <https://www.clcouncil.org/economists-statement/>

Climate Leadership Council. (2019, January 17). Economists' Statement on Carbon Dividends. *Wall Street Journal*. Extrait de <https://www.clcouncil.org/economists-statement/>

CPLC. (2017). *Report of the High Level Commission on Carbon Prices*. Extrait de

https://static1.squarespace.com/static/54ff9c5ce4b0a53decccfb4c/t/59b7f2409f8dce5316811916/1505227332748/CarbonPricing_FullReport.pdf

IMF. (2018). *Mitigation Policies for the Paris Agreement: An Assessment for G20 Countries* (Vol. 18, p. 1).

Extrait de <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/WP/2018/wp18193.ashx>

IPCC. (2015). *Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change: Working Group III Contribution to the IPCC Fifth Assessment Report*. Cambridge University Press.

MPRA. (2017). *Making Carbon Pricing Work*.

Extrait de https://mpa.ub.uni-muenchen.de/80943/1/MPRA_paper_80943.pdf

OECD. (2013). *The Political Economy of British Columbia's Carbon Tax*. Extrait de

https://members.e2.org/ext/doc/OECD_paper_on_BC_Carbon_Tax.pdf

OECD. (2015). *The FASTER Principles for Successful Carbon Pricing*. Extrait de

<https://www.oecd.org/environment/tools-evaluation/FASTER-carbon-pricing.pdf>

REMI. (2014). *The Economic, Climate, Fiscal, Power, and Demographic Impact of a National Fee-and-Dividend Carbon Tax*. Extrait de <https://11bup83sxdss1xze1i3lpol4-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2018/05/The-Economic-Climate-Fiscal-Power-and-Demographic-Impact-of-a-National-Fee-and-Dividend-Carbon-Tax-5.25.18.pdf>

REMI. (2014). *The Economic, Climate, Fiscal, Power, and Demographic Impact of a National Fee-and-Dividend Carbon Tax*. Extrait de <https://11bup83sxdss1xze1i3lpol4-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2018/05/The-Economic-Climate-Fiscal-Power-and-Demographic-Impact-of-a-National-Fee-and-Dividend-Carbon-Tax-5.25.18.pdf>

The German Marshall Fund of the United States. (2013). *Changing Climate for Carbon Taxes*. Extrait de

<http://www.gmfus.org/file/3102/download>

U.S. Congress. (2019, January 15). The Energy Innovation and Carbon Dividend Act of 2019. Extrait de

<https://energyinnovationact.org/wp-content/uploads/2019/01/Energy-Innovation-and-Carbon-Dividend-Act-2019.pdf>

World Bank Group. (2017). *Carbon Tax Guide*. Extrait de

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/26300/Carbon%20Tax%20Guide%20-%20Synthesis%20web%20FINAL.pdf?sequence=2&isAllowed=y>